



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°00000022 AONR/MPT/CIPM/2024 DU 20 AOÛT 2024
PROCEDURE D'URGENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU
BUREAU D'ETUDES EN VUE DE LA REVISION DE LA POLITIQUE
NATIONALE DE SECURITE DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS
ELECTRONIQUES ET DES SYSTEMES D'INFORMATION.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Postes et Télécommunications lance en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National restreint pour le recrutement d'un Cabinet ou Bureau d'Etudes en vue de la révision de la politique nationale de sécurité des réseaux de communications électroniques et des systèmes d'information.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent appel d'offres portent sur les activités suivantes :

- l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité des réseaux de communications électroniques et des systèmes d'information
- la mise à jour de l'état des lieux et diagnostic
- la mise à jour de la stratégie nationale de sécurité des réseaux de communications électroniques et des systèmes d'information.

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux cabinets préqualifiés à l'issue de l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°000010/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2024 du 23 avril 2024, à savoir :

- KAVA A SA BP : 1746 Douala;
- ITS BP. 8570 Yaoundé ;
- KIAMA SA BP 15709 Yaoundé.

4. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le CAS FSE, de l'exercice 2024, à la ligne N°58 C1 132 05 330006 361312 « Etudes des normes, conception des documents et élaboration des textes réglementaires ou législatifs ».

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la prestation est de cent quarante-neuf millions (149.000.000) FCFA.

6. Délais d'exécution

Le délai maximum d'exécution des prestations prévu par le Maître d'Ouvrage est de quatre mois et demi (4,5).

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne exclusivement.

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (Service des Marchés Publics (porte 162, téléphone 222.23.36.41) dès publication du présent avis.

La version électronique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée en ligne sur le site www.arnp.cm ou la plateforme COLEPS disponible aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, sis au 1^{er} étage de l'immeuble abritant les services centraux du Ministère des Postes et Télécommunications (porte 162, Tél. 222.23.36.41), dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cent cinquante mille francs (150.000) FCFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit sur le site www.arnp.cm et sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

10. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié accompagnés de récépissés de consignation délivrés par le CDEC, conforme au modèle joint d'un montant de deux millions neuf cent quatre vingt mille (2.980.000) FCFA valable pendant trente (30) jours au-delà de la durée de validité des offres.

11. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS. Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra faire l'objet d'une soumission en ligne au plus tard le **20.09.2024** à 15 heures précises, heure locale, à l'adresse www.marchespublics.cm. Dans les mêmes délais, une copie de sauvegarde dudit dossier et une copie de l'offre financière avec la mention claire et lisible « *Offre témoin* », enregistrées sur clés USB ou CD/DVD sous pli scellé seront déposées au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction des Affaires Générales (Service des marchés publics 1^{er} étage, porte 162), avec la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N°...../AONR/MPT/CIPM/2024 DU LANCE EN PROCEDURE
D'URGENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU BUREAU D'ETUDES
EN VUE DE LA REVISION DE LA POLITIQUE NATIONALE DE SECURITE DES
RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES SYSTEMES
D'INFORMATION.

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Les documents constituant l'Offre seront répartis en trois volumes :

- L'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1)
- L'enveloppe B contenant l'Offre Technique (volume 2)
- L'enveloppe C contenant l'Offre Financière (volume 3)

Les différentes pièces de chaque Offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

NB : Les modalités pour soumissionner en ligne, assorties des étapes y relatives sont jointes en annexe.

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conformément aux prescriptions du présent Avis et Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment pour défaut de caution de soumission conforme.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux (02) temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques se fera dans un premier temps et aura lieu le ~~20.09.2024~~ **20.09.2024** à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINPOSTEL dans la salle de réunions de la Commission, sise au 3^{ème} étage de l'immeuble siège de la CAMPOST (porte 308).

L'ouverture des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note minimale requise se fera dans un second temps.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

14. Principaux critères d'évaluation

14.1. Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative, 48 h après l'ouverture des plis ;
- Absence de la caution de soumission timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié accompagnés du récépissé de consignation délivré par le CDEC à l'ouverture des plis ;
- Document falsifié ou fausse déclaration ;
- Offre technique comportant le montant de la proposition financière ;
- Offre financière incomplète (absence d'un des tableaux types de la proposition financière);
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière,
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations marchés au cours des trois dernières années ;
- Absence de l'offre financière témoin;
- Non-respect du profil du Chef de mission à savoir;
 - . Diplômes : Ingénieur des Télécommunications / Informatique (BAC +5) ou diplôme équivalent
 - . Expériences: Quinze (15) d'expériences ;
 - . Certifications : Titulaire d'au moins deux certifications parmi les certifications suivantes : Project Management Professional (PMP), Certified Forensic Investigation Professional (CFIP), Certificate in Cryptographic System, CISM, ISO2700X, CEH, CISA ou NSE.
- Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales
- CCAP et TDR paraphés sur chaque pages et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé» ;
- Note technique inférieure à 75/100 points.

14.2. Critères essentiels

- Référence / Expérience du soumissionnaire dans les réalisations similaires.....20 points ;
- Qualifications et compétences du personnel clé pour la mission..... 55 points ;
- Méthodologie, compréhension de la mission et plan de travail15 points ;
- Moyens techniques, matériels et logistiques du travail..... 7.5 points ;
- Présentation de l'offre.....2.5 points.

15. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection du mieux disant, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 120 *jours* à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Sécurité des Réseaux et des Systèmes d'Information, bâtiment annexe porte 108. Tél : 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

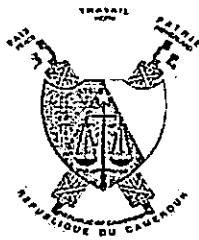
NB : Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 677 08 39 60 725 / 696 03 53 85. 

Ampliations:

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Service des marchés Publics (pour archivage).



Alio
Mme Li Likeng
née Mendomo Minette



RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
000000022/AONR/MPT/CIPM/2024 OF 20 APRIL 2024 LAUNCHES IN
EMERGENCY FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM OR CONSULTING FIRM
WITH THE AIM OF REVISING THE NATIONAL POLICY ON THE SECURITY OF
ELECTRONIC COMMUNICATIONS NETWORKS AND INFORMATION
SYSTEMS.

1. Purpose

The Minister of Posts and Telecommunications hereby issues in emergency a Restricted National Invitation to Tender for the recruitment of a firm or consulting firm with the aim of revising the National Policy on the security of electronic communication networks and information systems.

2. Description of services

The services under this tender shall consist of the following activities:

- assessing the implementation of the national policy on the security of electronic communications networks and information
- updating the inventory and diagnosis
- updating the national security strategy for electronic communications networks and information systems.

3. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is restricted to firms short listed at the end of the Call for Expression of Interest No. 000010/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2024 of 23 April 2024, namely :

- KAVA'A SA P.O. Box: 1746 Douala;
- ITS P.O. Box 8570 Yaounde;
- KIAMA SA P.O. Box 15709 Yaoundé.

4. Financing

The services under this tender are financed by the SFE earmarked account for 2024 financial year, budget head No. 58 C1 132 05 330006 361312 entitled "Studies of standards, design of documents and drafting of regulatory or legislative texts".

5. Estimated cost

The estimated cost of the service stands at CFA one hundred and forty- nine million (149,000,000) francs.

6. Delivery period

The maximum time limit for the performance of services provided by the Contracting Authority shall be four and half months (4,5).

7. Submission method

The submission method chosen for this consultation is exclusively on-line.

8. Consultation of Tender documents

Tender documents may be consulted during working hours at the Department of General Affairs (contracts service, 1st floor of the Ministry of Posts and Telecommunications Room 162 Tel. 242 23 36 41), upon the publication of this announcement.

The electronic version of the Tender Documents can be consulted online at www.arnp.cm or on the COLEPS platform available at <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm> as soon as this notice is published. <http://www.arnp.cm>

9. Acquisition of tender file

The complete set of bidding documents may be obtained at the Department of General affairs, Contracts service, located at 1st floor of Ministry of Posts and Telecommunications building, (Room 162, Tel. 242.23.36.41) upon the publication of this tender against the payment of a non-refundable sum of FCFA thirty thousand (150,000) francs into the public treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by downloading it free of charge on the www.arnp.cm web site and from the COLEPS platform available at the above addresses. However, online submission is subject to payment of the tender documents purchase fee.

10. Temporary Security

Each bidder should attach his administrative documents, a bid bond stamped at the rate in force or bank cheque or certified cheque accompanied by deposit receipt issued by the CDEC, in compliance with the attached format of CFA two million nine hundred and eighty thousand (2,980,000) francs with the validity period of (30) days from the day of opening of bids.

11. Submission of bids

The tender must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform. Each bid, written in French or English, must be submitted online no later than 1 p.m. local time on at www.marchespublics.cm. Within the same time limit, a backup copy of the said file and a copy of the financial offer clearly and legibly marked 'Sample offer', recorded on USB keys or CD/DVD in a sealed envelope, shall be deposited at the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of General Affairs (Public Contracts Service, 1st floor, Room 162), with the following label:

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER

No...../AONR/MPT/CIPM/2024 OF..... LAUNCHES IN
EMERGENCY FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM OR CONSULTING FIRM WITH
THE AIM OF REVISING THE NATIONAL POLICY ON THE SECURITY OF
ELECTRONIC COMMUNICATIONS NETWORKS AND INFORMATION SYSTEMS.

"To be opened only during the bid-opening session".

The documents making up the Tender will be divided into three volumes:

- Envelope A containing the administrative documents (volume 1)
- Envelope B containing the Technical Offer (volume 2)
- Envelope C containing the Financial Offer (volume 3).

The various documents in each Tender will be numbered in the order of the Tender Documents and separated by identically coloured dividers.

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

NB: The terms and conditions for submitting online, along side the relevant steps, are included in the appendix.

12. Acceptability of bids

To avoid the rejection of bids, the administrative documents must imperatively be submitted in originals or true copies certified by an issuing or administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulation. They must not be more than (3) months old prior to the original submission date of the bids or be produced after the signature date of this invitation to tenders.

Any tender not complying with the tender file shall be rejected, especially in the absence of an appropriate bid bond.

13. Opening of bids

The opening of the bids shall be made in (02) two phases.

The opening of Administrative and Technical documents will be carried out initially and will take place on ~~2.0. SEPT. 2024~~ 2 pm by the Internal Tender Boards of MINPOSTEL in the meeting room of the said board located at the CAMPOST headquarters building, 3rd floor (room 308).

The opening of the financial documents of bidders who have obtained the minimum required score will be done next.

Only the bidders can attend the public bidding ceremony or be represented by one person of their choice duly authorised and even in the case of a joint venture.

14. Main assessment criteria

14.1. Eliminary criteria

- Absence or non-compliance of one administrative document, 48 hours after the bids opening;
- Absence of the bid bond stamped at the rate in force or bank cheque or certified cheque accompanied by deposit receipt issued by the CDEC when the bids are opened;
- Forged document or false declaration;
- Technical bids including the amount of the financial proposal;
- Incomplete financial bid (absence of one of the tables of the financial proposal);
- Lack of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of a solemn declaration that it has not abandoned any contractual services over the last three years;
- Absence of the sample financial offer;
- Non-compliance with the profile of the Mission Head, namely;
 - . Diplomas: Telecommunications / IT engineer (GCE A/L+5 years university studies) or equivalent diploma
 - . Experience: Fifteen (15) years of experience;
 - . Certifications: Holder of at least two of the following certifications: Project Management Professional (PMP), Certified Forensic Investigation Professional (CFIP), Certificate in Cryptographic System, CISM, ISO2700X, CEH, CISA or NSE,
- Non-compliance with the tender file format for online submissions;
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses.
- The Special Conditions of Contract (SCC) and the Terms of Reference (TOR) initialled on each page and signed on the last page with the words "read and approved"
- Technical score lower than 75/100 marks.

14.2. Main criteria

- Reference / Experience of the tenderer in similar projects.....20 points :
- Qualifications and skills of the key staff members for the mission..... 55 points;
- Methodology, understanding of the mission and work plan15 points;
- Technical, material and logistical resources for the work..... 7.5 points;
- Presentation of bids2.5 points.

15. Selection method of consultant

The consultant will be selected according to the lowest responsible bidder selection method, in accordance with the procedures described in this tender file.

16. Validity period of bids

Bidders are bound to their bids for a period of 120 *days with* effect from the deadline set for the submission of bids.

17. Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Network Security and Information Systems, ancillary building, room 108. Tel.: 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

NB: In the case of attempted bribery or bad practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 677 08 39 60 725 / 696 03 67 55

Copies to:

- MINMAP;
- ARMP (for publication and archiving);
- CIPM President (for information);
- Billboard (for information);
- Contracts service (for archiving).



Yvonne Dabon Li Likeng
née Mendomo Minette